

Droits de l'Homme - Conférence de Ghassan Moukheiber et de Solide à l'Université de Balamand

Aoun reçoit une délégation des parents des détenus libanais en Syrie

بشع

« Nous ne nous laisserons pas de militer pour notre cause. » Les parents des détenus libanais dans les geôles syriennes n'auront pas de répit tant qu'ils ne retrouveront pas les leurs.



Dans le cadre des visites qu'ils effectuent auprès des différents responsables, sollicitant leur aide pour que le dossier soit clos, une délégation des parents des détenus a été reçue hier par le député Michel Aoun, chef du Bloc parlementaire du changement et de la réforme.

S'exprimant au nom de la délégation, Mme Wadad Hélouani a expliqué que la délégation a exposé le dossier au général Aoun, lui demandant de faire en sorte que le dossier soit présent dans les tractations politiques.

« Nous avons également insisté sur la responsabilité des autorités libanaises qui se doivent de faire la lumière sur le sort des détenus libanais en Syrie ou en Israël, et sur les morts d'entre eux afin de tourner à jamais cette page noire de notre histoire et pour pouvoir passer à l'ère de la vraie paix », a ajouté Mme Hélouani.

Précisant que son mari a été enlevé en 1982, Mme Hélouani a demandé au comité de suivi (libano-syrien) du dossier des détenus de « nous dire la vérité et de nous livrer les corps des morts ». Et de noter enfin que le comité des parents des détenus a adressé une lettre au Premier ministre, Fouad Siniora. Cette lettre « a été publiée dans les journaux, mais il (M. Siniora) ne nous a pas répondu jusqu'à ce jour ».

« Jusqu'à quand ? »

Par ailleurs, le député Ghassan Moukheiber et le porte-parole de Solide (Soutien aux Libanais détenus en exil), Ghazi Aad, ont donné hier une conférence sur « Les prisonniers libanais : jusqu'à quand ? » à l'Université de Balamand.

Dans son allocution, M. Moukheiber a exposé quatre différents genres de prison forcée et de détention arbitraire : les Libanais qui ont été enlevés durant la guerre libanaise et dont le nombre s'élève à 14 000 personnes ; les Libanais détenus dans les prisons israéliennes et dont une majorité a été relâchée ; le cas de l'imam Sadr et de ses compagnons, une cause qui n'a pas eu droit à l'attention qu'elle méritait ; et les Libanais détenus dans les prisons syriennes.

« Cette dernière forme de détention arbitraire est la plus dangereuse et la plus importante. Il est nécessaire qu'ils soient relâchés et rendus à leurs parents », a affirmé M. Moukheiber, soulignant que « les hautes autorités libanaises et syriennes se doivent de s'occuper de ce dossier ».

En ce qui concerne les revendications des parents des détenus libanais, M. Moukheiber les résume comme suit : le retour des détenus vivants et morts le plus tôt possible ; et la coopération des autorités syriennes et de la commission qui a été formée sous le mandat de l'ancien Premier ministre, Najib Mikati. « Si la Syrie ne coopère pas, nous demandons la formation d'une commission d'enquête internationale », a noté M. Moukheiber, précisant que, sur le plan juridique, la détention arbitraire est un crime. Il a enfin insisté sur la nécessité de pénaliser les auteurs du crime,

remarquant que la clôture du dossier est importante en vue de l'établissement de bonnes relations fraternelles entre les deux pays.

De son côté, M. Ghazi Aad a noté que la détention arbitraire est un crime contre l'humanité et qu'il est du droit des parents d'avoir des informations sur le sort des détenus, qu'ils soient vivants ou morts. Il a remarqué que les accords signés entre les autorités libanaises et syriennes n'autorisent pas le gouvernement syrien à transférer des détenus libanais pour un crime quelconque du Liban en Syrie. « C'est un acte illégal », a insisté M. Aad, critiquant les services de sécurité libanais qui ont facilité la tâche à leurs homologues syriens.

Une présentation du dossier des prisonniers libanais a été faite par l'étudiant Wissam Tabbal. De même, des témoignages ont été donnés par Mme Violette Nassif, la mère d'un détenu, et par Michel Soueidane, un ancien détenu. Ils ont invité les étudiants à les soutenir en manifestant avec eux, en face de l'Escwa.